

Préface

Le radicalisme fut la jeunesse de la République, il sera la nouvelle frontière de l'action locale demain. Ses valeurs sont intimement liées à l'histoire de la République : la laïcité, l'égalité des chances, l'économie sociale, la défense de l'humanisme, l'ambition européenne. Parce que Tours est une ville carrefour, une ville située au cœur du « jardin de la France », une ville qui a baigné dans l'esprit de la Renaissance, elle a toujours porté des valeurs de modération et d'équilibre qui ont façonné son identité.

Mais cette culture est intimement liée à l'ambition pour les femmes et les hommes qui la composent. Redonner sa noblesse et sa force à la participation des citoyens, refonder le creuset républicain autour d'une pédagogie pour l'action et d'une démocratie renouvelée, refonder la participation autour de la vie locale, voilà les ambitions qui sont défendues avec force par Stéphane Fradet.

Cela suppose d'affronter les grands enjeux de ce qui permet aux femmes et aux hommes de « faire société » : l'intégration par l'emploi et le parcours professionnel, la rénovation urbaine, le développement durable pour toute la ville, le renforcement et la valorisation de l'offre culturelle. Le vivre ensemble est la condition de l'appartenance à la communauté des citoyens : il passe par une mémoire commune, dont Stéphane Fradet décrit les grands traits dans son ouvrage, mais aussi par une ambition partagée et clairement définie. L'extrémisme et la caricature se nourrissent de la peur et de l'incertitude, la République se

nourrit de la clarté et de la certitude. En proposant à la fois un regard et un programme pour Tours dans les années à venir, l'ouvrage de Stéphane Fradet trace des perspectives claires et offre les conditions d'une nouvelle Renaissance pour Tours et le Val de Loire.

Retrouver la mémoire des quartiers permet de reconstruire la ville sur un patrimoine parfois ignoré. De même, la mémoire des habitants, riche de cultures différentes, permet de mieux vivre ensemble les transformations en cours. Face à la mondialisation, face aux bouleversements de la puissance, face aux défis planétaires liés à l'environnement, aux pandémies, à la société de l'information, les élus locaux doivent être des passeurs et des éclaireurs. Ils doivent être de bons gestionnaires, respectueux des engagements pris devant les électeurs, Porteurs de valeurs et de principes, mais aussi être des visionnaires qui anticipent les défis de l'avenir.

Laurent Hénart
Secrétaire Général du Parti Radical
Ancien ministre
Député de Meurthe-et-Moselle

Introduction

En février 2007, 81 % des jeunes entre 18 et 35 ans étaient certains d'aller voter, contre 63 % en février 2002. La jeunesse qui oscillait ces dernières années entre désaffection et indifférence vis-à-vis de la politique, a retrouvé goût au débat public et aux joutes électorales.

Recul de l'abstention, participation massive, rajeunissement des cadres et des styles, irruption d'Internet comme vecteur d'opinion : certains signes évoquent la cure de jouvence.

Dans une récente étude, *Les Jeunes Nouveaux Electeurs face à l'élection présidentielle du printemps 2007*, Anne Muxel, sociologue au CNRS, tente de décrypter l'évolution des attitudes et des opinions des 18-21 ans, soit 3 millions d'électeurs (7 % du corps électoral) entre mars 2006, époque des manifs anti-CPE, et février 2007, veille du premier tour.

Premier constat : une augmentation de leur intérêt pour la politique. 43 % d'entre eux se déclarent « intéressés » (soit + 4 % en un an). Des résultats qui demeurent néanmoins inférieurs à ceux de leurs aînés, ce chiffre étant de 53 % (soit + 9 %) chez les plus de 31 ans. Mais si le niveau de leur intérêt politique apparaît plus faible, en revanche leur volonté de participer à l'élection apparaît très affirmée. Ainsi, 77 % considèrent le fait de voter comme important pour le fonctionnement de la démocratie.

Second enseignement : un affaiblissement du clivage droite/gauche. Si 35 % se classent « à gauche » et 15 % « à droite », 39 % refusent la distinction bipolaire. Bref,

concernés mais pas engagés. Un peu comme si les tracés de la vie quotidienne (études, emploi) l'emportaient sur le désir de changer le monde. La lutte des places, plutôt que la lutte des classes. Sous cet angle, Mai 68 est bien mort.

Le monde change ! La carrière autrefois « atypique », caractérisée par la discontinuité ou l'instabilité, devient de plus en plus la norme. On a le sentiment qu'il y a ceux qui galèrent, qui se sentent utilisés comme des pions interchangeable que les sacro-saints « actionnaires » n'hésiteront pas une seconde à sacrifier sur l'autel sacré des bénéfices, opposés à une infime minorité qui elle, sait comment profiter du système pour surfer sur les opportunités.

La politique sociale jouera inévitablement un rôle grandissant à l'avenir, étant donné que le progrès technologique, l'apprentissage tout au long de la vie et la mondialisation décuplent non seulement les opportunités offertes aux individus qui sont bien dotés en qualifications et en ressources, mais aussi les difficultés et les handicaps de ceux qui ne sont aussi bien lotis. Une bonne politique sociale doit être capable d'anticiper les événements afin de pouvoir relever les défis qui se dessinent en ce XXI^e siècle et doit être consciente des nouveaux besoins des individus et des familles, ainsi que des nouvelles entraves à leur fonctionnement.

Entré en application dans le courant de l'année 2005, le Plan de Cohésion Sociale de Jean-Louis Borloo agit simultanément sur trois leviers fondamentaux : l'emploi, le logement et l'égalité des chances. Ce plan a été doté de moyens exceptionnels : 12,8 milliards d'euros sur cinq ans. Il comporte 20 programmes et 107 mesures : réorganisation du service public de l'emploi, développement considérable de l'apprentissage, mise en œuvre des contrats d'accompagnement dans l'emploi, contrats d'avenir, Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale, plus de 400 000

mises en chantier de logements, 150 opérations de rénovation urbaine lancées, lutte active contre les discriminations grâce à la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité, opérationnelle depuis six mois, mise en place de 185 équipes de réussite éducative pour accompagner les enfants fragilisés... Ainsi, le plan de cohésion sociale, renforcé par le plan d'urgence du Premier ministre, a commencé à produire ses premiers effets : 8 mois de baisse consécutive du chômage, record historique dans la production de logements depuis 25 ans... Le plan de cohésion sociale, c'est ENFIN une vraie politique de reconquête de l'égalité républicaine et de l'égalité des chances qui s'en prend aux causes des problèmes et non en en masquant les conséquences ! Parce que faire baisser, souvent statistiquement, le fameux « chiffre » du chômage, ça n'aide pas vraiment ceux qui, n'ayant pas de logement décent, ne risquent pas de trouver de boulot.

Selon un sondage TNS Sofres pour *Pèlerin* et France Inter réalisé les 6 et 7 juillet 2006, avant l'annonce d'une nouvelle baisse du taux de chômage passé en juillet sous la barre symbolique des 9 % pour la première fois depuis 2002, l'emploi figure en tête des préoccupations (67 %), loin devant les inégalités sociales (37 %) et les retraites (32 %). La croissance, sans transfert de ses bénéfices à l'ensemble de la société, réalisée grâce à une politique sociale appropriée, ne garantira ni le progrès économique ni le progrès social à long terme. Or, l'emploi représente l'outil le plus efficace et le plus productif pour assurer une bonne répartition des bénéfices de la croissance économique. C'est pourquoi il est si important d'axer la politique sociale sur l'emploi. C'est pour ça que les jeunes radicaux ont soutenu l'action de Jean-Louis Borloo lors de la campagne présidentielle de 2007. Nous avons affirmé notre attachement fondamental aux valeurs de la droite sociale et du centre et nous en avons porté les exigences dans

cette campagne. Aussi, nous avons souhaité que soient présentées aux Français des idées et propositions fondées sur les convictions de la droite sociale et du centre qui reposent sur :

Notre soutien au projet gouvernemental de Jean-Louis Borloo baptisé EFEL : emploi, formation, équité, logement.

Notre attachement indéfectible aux valeurs de la République et à la laïcité, véritable ciment de notre unité. Nous refusons tout communautarisme et toute action pouvant remettre en cause les principes de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Nous refusons tout principe de discrimination, fut-elle positive, et défendons celui d'une charte de la laïcité dans les services publics.

Notre engagement européen sans faille. Nous souhaitons que la France s'engage dans une nouvelle dynamique européenne qui s'appuie sur l'adoption d'un nouveau traité qui unit ses membres.

Notre vigilance permanente et intransigeante face à toutes formes d'extrémisme, d'intolérance, de violence, d'incivilité, d'irrespect qui mettent à mal l'équilibre de notre démocratie, notre cohésion sociale et notre tradition républicaine. Nous appelons les responsables politiques à éviter tout propos démagogique, populiste ou systématiquement contestataire qui ne fait qu'alimenter le vote extrême. Au contraire, nous souhaitons que les réussites de la France soient davantage valorisées.

Notre adhésion à l'économie de marché comme meilleur système économique possible, à condition qu'elle soit prise en charge par une action politique volontariste, organisant et renforçant les liens de solidarité en faveur des plus faibles, garantissant l'égalité des chances dans tous les domaines : géographiques, sociaux et culturels.

Notre volonté de considérer les enjeux écologiques comme une priorité commune qui dépasse les clivages

entre partis politiques et faire de la France un pays exemplaire en matière de développement durable. Nous voulons faire de la lutte contre le changement climatique et de la préservation de la biodiversité les déterminants majeurs de l'action publique. Nous voulons que soient mis en place les outils économiques, juridiques, technologiques et éducatifs pour adapter ou réduire notre consommation en fonction des exigences écologiques et sociales, actuelles et futures.

A l'occasion des élections municipales de 2008, dans les villes où nous porterons les couleurs du radicalisme, nous défendrons avec passion et détermination ces valeurs à travers des projets de gouvernance locale totalement novateurs.

Quelle direction politique voulons-nous ?

Le terme radical apparaît sous le règne de Louis-Philippe. Les radicaux se confondent alors avec les républicains et se réclament de l'héritage révolutionnaire. A partir de 1843, ils se regroupent autour de l'avocat Ledru-Rollin. Celui-ci se montre partisan de l'établissement du suffrage universel, seul moyen d'exprimer les besoins de chacun et les aspirations de tous. Sous son impulsion, les radicaux développent des thèmes qui rejoignent les idées démocratiques illustrées alors par Lamennais, Michelet, Schœlcher, Louis Blanc et Arago. Ce mouvement anime la Révolution de 1848 qui fonde la II^e République. Le coup d'Etat ouvre la voie au Second Empire en 1852 et réduit les radicaux au silence. Mais l'opposition au régime autoritaire va ranimer le mouvement. Le courant radical s'organise alors autour de Jules Simon et Léon Gambetta. Député en 1868, ce dernier s'affirme comme leader naturel du nouveau parti républicain. Brillant avocat, il fustige le régime impérial dans un grand procès politique.

A Tours, Armand Rivière, un des dirigeants républicains du département, obtient quelque succès en s'opposant à la famille Mame qui dirige la mairie, le canton de Tours-centre, ainsi que sa circonscription législative tout au long du XIX^e siècle. Lorsqu'il était avocat à Angers, Armand Rivière s'était opposé au coup d'Etat de décembre 1851 puis s'était réfugié à Londres avant de s'installer à Tours quelques années plus tard. Il a également été avocat de la défense à l'occasion de la seule affaire judiciaire liée à l'action collective des ouvriers

dans la région : il s'agissait du procès en assises de la section tourangelle de la « Solidarité républicaine », en juin 1850. A l'occasion des élections au corps législatif en 1863, Armand Rivière affronte Ernest Gouïn, grand industriel tourangeau. A l'occasion des élections cantonales, il affronte l'année suivante Ernest Mame, candidat officiel de l'administration, par ailleurs maire de Tours et célèbre imprimeur, et en cela employeur d'une bonne partie des ouvriers tourangeaux. Défait, il conteste devant la justice administrative l'organisation matérielle du scrutin. Il affirme que Richard, président d'un bureau de vote et maire adjoint de Tours – par conséquent proche du candidat adverse –, a fait intervenir la force publique, qu'il a contrevenu à la publicité du scrutin et qu'il a empêché certains électeurs de voter, notamment en fermant le bureau de vote plus tôt que prévu par les textes. Ainsi, Armand Rivière rédige plusieurs mémoires et fait émerger des litiges susceptibles d'être traités dans l'espace judiciaire à partir de ce qui constituait des pratiques habituelles et considérées jusqu'alors comme « normales ». Refusant sa défaite, il déplace la compétition sur un autre terrain, celui du judiciaire. Dès lors, la contestation de l'élection devant les tribunaux devient un mode d'action politique et une manière de gagner l'élection « au troisième tour ». Ernest Mame est le candidat officiel, représentant par sa candidature le préfet et l'ensemble de l'administration impériale. Par conséquent, dès que les choses se compliquent, et par exemple à l'occasion d'une contestation, c'est le préfet, avec toute son administration, qui prend le relais du candidat. De fait, le conflit qui s'engage oppose très rapidement le candidat républicain au préfet, donc, d'une manière métaphorique, l'Empire à l'Etat. Protestation contre une victoire électorale considérée comme « volée », l'initiative d'Armand Rivière est aussi, très directement, une contestation générale de l'administration impériale.